

Accueil / France - Monde / Société

'Éviter une dégradation du service public' : dans l'Aveyron, un boycott pour préserver l'emploi aux finances publiques

ABONNÉS 



Dénonçant « démotivation, désarroi et mépris », les syndicalistes se veulent les garants d'une bonne qualité de service. / CP

[f](#) [X](#) [in](#)  

Société, Social, Aveyron

Publié le 20/01/2024 à 10:01

Xavier Buisson

[Écouter cet article](#)

Powered by **ETX Studio**

00:00/02:34

Le comité social d'administration local s'est tenu, jeudi, en l'absence des représentants syndicaux, opposés à de nouvelles disparitions d'emplois.

Nous ne voulons pas cautionner, débattre avec la direction de telle ou telle suppression d'emploi. » Jean-Claude Vernières, secrétaire départemental Solidaires finances publiques, goûte peu les mesures qui s'annoncent du côté des finances publiques de l'Aveyron et qui devraient mener à la disparition de cinq emplois à

Espalion, à Rodez, à Villefranche-de-Rouergue et à Saint-Affrique.

Une intersyndicale rassemblant Solidaires, FO et la CGT a ainsi vu le jour pour dénoncer la « mascarade » que représente à ses yeux le comité social d'administration local de jeudi, une réunion à laquelle ils n'ont pas souhaité participer. « S'il y a bien des sujets où vous maintenez le cap, c'est bien dans la déclinaison zélée, que vous assumez, des suppressions d'emplois », affirment les organisations dans un communiqué commun.

« Démotivation, désarroi et mépris »

Depuis 2009 selon les syndicats, 120 emplois ont été supprimés dans les finances publiques de l'Aveyron et 36 000, depuis 15 ans, au niveau national. « Le service proposé au contribuable est dégradé », regrette Jean-Claude Vernières. « Et les personnes qui peuvent répondre à leurs demandes sont de moins en moins nombreuses », renchérit Damien Ichard (FO).

Dénonçant « démotivation, désarroi et mépris », les représentants syndicaux se veulent les garants d'une bonne qualité de service en direction des populations « fragilisées et vieillissantes » dans un contexte de manque d'attractivité avéré de leurs professions. Et se réservent la possibilité d'engager de nouvelles actions de protestation.

Le directeur départemental des finances publiques Pascal Bouthier n'a pas la même lecture que les représentants syndicaux, même s'il concède que s'appliquent, dans l'Aveyron comme ailleurs, des mesures « votées par les élus de la nation dans le cadre de la loi de finances ». « Au niveau national, nous sommes cette année à quasiment zéro suppression d'emploi contre près de 2 000 l'année précédente. Il y a un infléchissement. »

« Sur les cinq disparitions d'emplois, un poste est inoccupé et deux le seront dans trois semaines. Il n'y aura aucun mouvement de personnel », affirme le directeur départemental. Alors que selon lui le réseau s'est « fortement concentré ces trois dernières années », son institution travaille actuellement à une mesure destinée à « éviter une dégradation du service public ». Ainsi sur deux territoires (Nord-Aveyron et

Saint-Affricain), une mesure expérimentale verra bientôt le jour. Explications : « Nous allons déployer dans les maisons France services la possibilité d'avoir des rendez-vous en visioconférence avec des opérateurs spécialisés pour répondre aux questions des particuliers au sujet de leur impôt », détaille Pascal Bouthier.

[Voir les commentaires](#)

Vous souhaitez suivre ce fil de discussion ?

[Suivre ce fil](#)

Réagir



Ajouter un commentaire

[Publier mon commentaire](#)

[Lire la charte de modération](#)

Les commentaires (1)

depech82 Il y a 1 jour Le 20/01/2024 à 15:53

Comme si les anciens allaient utiliser la visioconférence ! Mr BOUTHIER a déjà oublié les files interminables devant les CDI quand il a fallu déclarer les biens immobiliers.

[RÉPONDRE](#)

[SIGNALER UN ABUS](#)

Les plus lus



Lus



Commentés

- 1 **Disparition de Lina.** Disparition de Lina : son ex-petit ami est mort huit jours après le début de l'enquête
- 2 **Télé - médias.** Conférence de presse d'Emmanuel Macron : l'attitude de Laurence Ferrari agace les internautes
- 3 **Handicap.** "Elle m'a jeté les courses à la caisse" : une femme handicapée a fait plier Leclerc qui voulait lui faire payer une carte prioritaire
- 4 **Politique.** Amélie Oudéa-Castera : "Je n'ai pas été absente..." L'ancienne maîtresse de son fils dément "le paquet d'heures non-remplacées"
- 5 **Justice.** Sous les yeux des policiers, un suspect démonte les sièges d'une voiture pour récupérer des kilos de drogues cachés dans le réservoir

À lire aussi de Société

- 1 **Agriculture.** DIRECT. Manifestation des agriculteurs : toujours plusieurs blocages en cours autour de Toulouse, la FNSEA reçue par Attal ce lundi soir
- 2 **Éducation.** École privée Stanislas : le fils de la ministre Amélie Oudéa-Castéra a-t-il bénéficié d'un système de "contournement" de Parcoursup ?
- 3 **Procès Nordahl Lelandais.** Nordahl Lelandais papa : "Certains me disent que je vais voir des salauds", les visiteurs de prison, compagnons de route des détenus
- 4 **Justice.** VIDEO. Affaire Théo : "Je me considère comme mort"... Le jeune homme se confie après la condamnation des policiers qui l'ont agressé
- 5 **Social.** REPLAY. Manifestation des agriculteurs : le projet de loi sur l'Agriculture reporté de plusieurs semaines, annonce Marc Fesneau

Aussi à la une

- 1 **Attentats de Trèbes et Carcassonne.** DOSSIER. Attentats de Trèbes et Carcassonne : un procès sans tueur, sept accusés et le souvenir du sacrifice d'Arnaud Beltrame

- 2 **Agriculture.** DIRECT. Manifestation des agriculteurs : toujours plusieurs blocages en cours autour de Toulouse, la FNSEA reçue par Attal ce lundi soir
- 3 **Énergie.** Prix de l'électricité : la facture va augmenter entre 8,6 et 9,8% au 1er février prévient Bruno Le Maire
- 4 **Justice.** VIDEO. Affaire Théo : "Je me considère comme mort"... Le jeune homme se confie après la condamnation des policiers qui l'ont agressé
- 5 **Justice.** "Si le procès avait eu lieu plus tôt, on n'en serait pas là", déplore Marie-Pierre Gayraud, la mère d'Emilie assassinée en 2019